

# FISCALITÉ

## PROGRAMME 2016/2017

par le Rassemblement des Etudiants Démocrates



Le projet Fiscal du Rassemblement des Etudiants Démocrates s'inscrit, là encore, dans une logique de pragmatisme. Entre sécurité et liberté nous devons créer le terreau d'une économie et d'une fiscalité sûre et pérenne.

Il s'agit dans un premier temps de partir d'un constat : aujourd'hui le déficit public s'élève à plus de 96% du PIB. Il est urgent de bâtir une économie d'avenir mais aussi de créer de nouvelles règles fiscales.

### **Redéfinir les règles de l'impôt sur le revenu**

Nous proposons de créer 6 tranches d'imposition :

0 > 10 000 = 2,5%

10 000 > 25 000 = 10%

25 000 > 50 000 = 20%

50 000 > 70 000 = 30%

70 000 > 200 000 = 45%

+ 200 000 = 50%

Ce nouveau barème se veut plus équitable. Il permet à tout le monde de contribuer à l'effort national mais, dans le même temps, il redistribue plus logiquement la charge de paiement. Ainsi il sera profitable et permettra à la grande majorité des français, situés dans la tranche dite de classes moyennes, de «respirer».

### **Augmenter la part de la taxe sur les produits tels que la cigarette ou l'alcool**

Nocifs pour la santé de nos concitoyens, ces produits sont aussi à l'origine d'un certain nombre de dépenses des caisses publiques de santé. Nous nous engageons donc à augmenter les taxes sur la vente de cigarettes et d'alcools entre autre.

## **Encadrer la fiscalité des entreprises**

L'impôt sur les sociétés est aujourd'hui bien trop élevé. Nous proposons de le rabaisser d'une dizaine de points à condition, et à condition seulement, que l'entreprise en question utilise son excédent brut d'exploitation à des fins de recherches et développements, ou encore à des investissements dans l'économie réelle. Ceci sera vérifié par les mêmes commissions en charge du projet économique du nouveau centre d'investissement.

Dans le cas contraire, si une entreprise ne joue pas le jeu, son impôt sur le revenu sera en revanche augmenté d'une dizaine de points.

Il s'agit là, finalement, d'encourager la prise de risque, de créer dans le même temps un certain nombre d'emplois tout en garantissant la bonne santé des entreprises et de ses salariés.

## **Redéfinir les règles de la fiscalité du patrimoine**

L'accumulation du capital au niveau intergénérationnel bloque la prise de risque. Il est urgent de réintégrer le capital dans la communauté.

C'est en ce sens que nous proposons une taxation inédite et progressive sur la transmission mobilière et immobilière.

Ainsi un patrimoine inférieur ou égal à 100 000 euros ne sera pas taxé. Toutefois, à partir de cette somme nous pousserons la taxe progressivement jusqu'à atteindre un taux de 75% pour un patrimoine supérieur ou égal à 1,5 million d'euros.

Par ailleurs, nous rétablirons la taxe d'habitation sur le modèle pré-macron. Il s'agit là d'un apport financier très important pour les communes. L'État ne peut se permettre de faire des «cadeaux» avec de l'argent qui n'est pas le sien.

## **Création de l'épargne investissement**

Ici l'idée est de permettre à différentes PME de se regrouper entre elles et de créer ainsi des fonds d'investissement. Il s'agit d'un système à l'image de l'assurance vie : le particulier place ainsi son argent sur un livret entreprise tout en sachant que cette dernière investit dans le domaine de l'économie réelle. Nous plafonnerons ce type de placement à 150 000 afin d'éviter les abus.

## **Création du livret vert**

Accroître et revaloriser le LDD.

## **Fiscalité sur l'environnement**

Nous devons poursuivre la politique actuelle fondée sur l'avantage fiscal que peut représenter l'achat de voitures électriques. Nous souhaitons mettre en place une prime plus importante lors de l'achat de ce type de véhicule, mais aussi adapter les prix des autoroutes françaises en fonction de la pollution émise par la voiture qui les emprunte.

Là encore le RED se veut pragmatique. Nous souhaitons protéger chacun de nos concitoyens mais nous devons aussi libérer les énergies et les forces de nos petites et moyennes entreprises, éléments moteurs de notre économie.